

Art et 'soft power' dans le Golfe

Changement d'image, acquisition de capital et investissement dans le développement culturel à long terme, voilà les objectifs de la région en ce qui concerne son engagement vis-à-vis de l'art.

Robert Kluijver

Dernièrement, on a beaucoup écrit et beaucoup débattu autour de l'acquisition par une partie des pays du Golfe d'icônes de la culture mondiale : tableaux célèbres, caractéristiques d'artistes reconnus, et même des musées entiers. On perçoit ceci comme un exercice de *soft power*, défini par Joseph Nye comme « la capacité d'obtenir ce que l'on veut à travers l'attraction et la séduction, au lieu de la coaction ou la récompense ». Ainsi donc, on peut se demander qu'est-ce qui se cache derrière les investissements du Golfe dans l'art ? Et ces objectifs, sont-ils en train de se réaliser ?

Bien que méconnu de la plupart des gens, dans les pays du Golfe il existe une scène artistique petite, mais active et prometteuse, reflétant la rapide évolution des sociétés locales. Qu'est-ce que la production artistique locale peut nous apprendre sur le changement socio-culturel ? Nous pourrions aussi nous demander comment une production artistique « de bas en haut » se conjugue aux politiques « de haut en bas ».

Le 'soft power' en tant que politique du Golfe

Cet été, la Gulf Labor Coalition et la Global Ultra Luxury Faction, deux collectifs d'artistes, ont participé à la Biennale de Venise, avec deux puissantes revendications contre l'exploitation des travailleurs qui construisent les musées du Golfe. Pendant des années, une campagne mondiale dirigée par des artistes a eu dans sa ligne de mire le Guggenheim d'Abou Dhabi : ils accusent la filiale du musée, dont le siège central se trouve aux États-Unis, de ne pas s'intéresser suffisamment aux droits des travailleurs d'Abou Dhabi, et de plier leurs principes pour avoir accès aux richesses du Golfe.

Si l'objectif des pays du Golfe, au moment d'utiliser l'art en tant que *soft power* est de promouvoir la sympathie des gens ou une image publique illustrée, nous pourrions conclure qu'ils ont échoué. Les investissements dans les marchés européens des immeubles de luxe, des achats et des sports ont déjà soulevé des suspicions, comme c'est le cas, bien sûr, du succès de la candidature du Qatar pour accueillir la Coupe du Monde de 2022, exemple typique

de *soft power*. Dans le monde de l'art, cela ne s'arrange pas : les accords signés avec le Louvre et le Guggenheim, l'acquisition du tableau *Les joueurs de cartes* de Cézanne et le parrainage d'artistes tel Damian Hirst, sont souvent ridiculisés en tant que preuve d'un comportement et d'aspirations caractéristiques de « nouveaux riches », et selon l'opinion publique, ils semblent corrompre le monde de l'art européen, supposément plus pur.

Ainsi donc, qu'est-ce qui rend attractive l'utilisation de *soft power* ? Je soulignerais trois niveaux d'engagement vis-à-vis de l'art dans les pays du Golfe : changement d'image, acquisition de capital culturel et investissement dans le développement culturel à long terme. Malgré les échecs parmi l'opinion publique, les pays du Golfe ont réussi à récolter des résultats considérables dans ces trois domaines.

Promouvoir le pays à travers l'art

Au premier niveau, le plus basique, l'art s'utilise pour décorer la façade du pouvoir. Au lieu de nous en scandaliser, nous devrions tenir compte du fait que, de Persépolis à la Chapelle Sixtine, l'art a toujours orné le pouvoir. Plus récemment, la CIA a secrètement financé des expositions et des projets d'art moderne américain en Europe occidentale, en tant que partie de sa stratégie pendant la guerre froide ; de même que l'utilisation des arts en tant qu'outil de propagande dans les pays marxistes s'est généralisée tout au long du XX^{ème} siècle. S'il est vrai que la fonction des artistes de cour s'est vue remplacée, en grande mesure, par les entreprises de relations publiques, l'art continue à être perçu comme une précieuse voie pour qu'un pays se vende comme une entité acceptable du point de vue intellectuel.

Malgré les méfiances, il est possible que le monde associe le Qatar aux artistes contemporains les plus osés, aux eaux saumâtres du golfe Persique et ses fantastiques immeubles de grands architectes, et à Mascate et ses concerts de musique classique du plus haut niveau. On ne peut plus dire que les dirigeants du Golfe ne s'intéressent pas à la culture, ce qui semblait évident il y a à peine 10 ans. Le ravalement de façade a été un succès aux Émirats arabes unis

Robert Kluijver, professeur de la Paris School of International Affairs et spécialiste en art contemporain dans le monde arabe.

et au Qatar, et d'autres pays du Conseil de coopération du Golfe, à la notable exception de l'Arabie saoudite, suivent leur pas.

Transformer la richesse en culture

Les investissements dans l'art et la culture – non seulement d'argent, mais aussi de temps, d'intérêt et d'éducation – ont acheté aux élites politiques et économiques du Golfe l'accès à la classe dirigeante mondiale. Devenir un mécène des arts est une des façons les plus efficaces de gagner en respect. On en arrive ainsi au second objectif : transformer le capital matériel en capital symbolique. Une autre dimension s'ajoute à la nouvelle image : un récit qui s'étend du passé jusqu'au futur et qui lie divers éléments de la société.

La création d'un mythe national est devenue un grave problème pour les sociétés du Golfe qui atteignent la modernité à pleine vitesse. Il était urgent de trouver un récit garantissant la cohésion nationale et légitimant de plus la famille dirigeante. Une partie des recettes des hydrocarbures a été destinée à développer ce mythe : pour financer des fouilles archéologiques et des recherches académiques ; pour restaurer ou pour construire des symboles d'orgueil national (forteresses, gratte-ciels, centres historiques anciens ou villages avec un patrimoine culturel) ; et pour célébrer les symboles patriotiques avec des fêtes nationales et des festivals culturels, tels Janadriya à Riyad ou les courses de chameaux dans la plupart des pays du Golfe.

Le caractère novateur des récits nationaux du Golfe est surprenant : il s'agit d'un véritable travail en marche, ce qui en fait un objet d'étude fascinant. L'histoire du Golfe constitue un exercice de généalogie de la famille dirigeante, des chroniques orales qui remontent rarement au-delà du XVIII^{ème} siècle. La période préislamique qui présente une grande richesse culturelle est considérée idolâtre (la *jahiliyya*), tandis que l'histoire de la civilisation islamique s'est déroulée presque complètement en dehors de la Péninsule arabique. Par conséquent, tel que l'ont signalé les analystes dans le débat sur l'industrie du patrimoine culturel du Golfe, le présent est projeté sur le passé (Dubai comme une ville qui a depuis toujours été ouverte au commerce international et tolérante avec d'autres cultures), au lieu de le concevoir comme une continuation de l'histoire.

Investir dans le développement culturel à long terme

Les dirigeants du Golfe se démènent pour éduquer leurs citoyens, qui pourront occuper les hautes fonctions gouvernementales et contribuer à configurer l'avenir. Avec cet objectif, ils ont cherché des collaborations à long terme avec des institutions étrangères comme la



Détail d'une Carte Ottomane de la Mecque (2012), du jeune artiste de Jéda, Ahmad Angawi, qui reflète subtilement la destruction du patrimoine culturel de la Mecque sous le régime saoudien./R.K.

Sorbonne, l'Université de New York et Georgetown, qui offrent des masters de gestion d'entreprises et des cours de sciences et technologie, mais aussi un grand nombre de diplômes de sciences humaines. Même en Arabie saoudite, ils savent que, pour entrer en concurrence dans le monde globalisé du XXI^{ème} siècle, leurs citoyens doivent être des penseurs créatifs. Le contact ou la participation dans des activités artistiques peut favoriser énormément la créativité. Les dirigeants du Golfe espèrent que leurs citoyens deviendront d'importants consommateurs des institutions culturelles et artistiques qui surgissent actuellement ; il suffit de voir les départements d'éducation des nouveaux musées, très bien financés. Une citoyenneté cultivée constitue aussi le fondement de la prétention des pays du Golfe d'arriver à occuper le leadership du monde arabe, un rôle que Riyad, Abou Dhabi et Doha semblent se disputer. C'est là encore ce que l'on pourrait décrire comme l'objectif majeur de toutes les politiques culturelles et artistiques : prêter une légitimité aux revendications de leadership.

Différentes versions régionales

L'application des politiques citées auparavant exige de nombreuses ressources, une petite population et une organisation exécutive de l'État très verticale, tel qu'il en est à Abou Dhabi et au Qatar. Il est possible que d'autres émirats ou pays du Golfe présentent des objectifs similaires, mais ils manquent de moyens pour y parvenir.

Les dirigeants de Dubaï, par exemple, permettent que les forces du marché structurent le monde de l'art, et le salon annuel d'Art Dubaï constitue l'événement artistique étendard de l'émirat. De plus, le milieu des galeries, très actif, attire artistes et collectionneurs du monde entier. Dans le voisin émirat de Charjah, moins prospère, l'art s'utilise comme un outil pour la régénération socia-

le et urbaine, même si la Biennale de Charjah, célèbre à l'échelle internationale, et un programme d'activités artistiques tout au long de l'année, montrent aussi le goût pour l'art de l'actuel émir et de sa fille, Hoor, directrice de la Fondation d'Art de Charjah. À Oman, l'investissement total dans l'art reste modeste, malgré l'inauguration du spectaculaire Théâtre Royal de l'Opéra en 2011.

Dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, lorsque les pays du Sud du Golfe étaient peu développés, le Bahreïn et le Koweït représentaient les moteurs de la croissance culturelle dans la région. Le Koweït développait des institutions qui appuyaient les arts et les artistes – comme le Marsam Al Hour et ses ateliers gratuits –, mais la guerre du Golfe et le départ de presque tous les Palestiniens, qui jouaient un rôle fondamental dans la vie culturelle de l'émirat, ont supposé un coup dur pour la scène artistique du pays pour lors active. L'impasse entre les dirigeants et le Parlement, qui a paralysé le Koweït pendant des années, garantit que des nouveaux développements institutionnels ne se produiront pas dans le monde de l'art.

Le Bahreïn, de son côté, a toujours été le pays le plus libéral et culturel du Golfe, ce qu'illustrent aussi ses institutions artistiques. On y retrouve (jusqu'à l'heure) les meilleurs musées de la zone et, à la différence d'autres pays du CCG, il prêche une grande importance à son antiquité et à son histoire. Depuis les révoltes de 2011 et leur violente répression, les élites dirigeantes semblent avoir perdu leur intérêt pour les arts (et ils ont aussi moins de recettes des hydrocarbures à gaspiller).

L'Arabie saoudite représente un cas différent : elle n'a rien investi dans l'art et elle manque de tous les éléments qui constituent une infrastructure artistique solide : écoles, musées et autres institutions culturelles, cinémas, presse libre, critiques d'art, espaces de production et moyens pour la divulgation. L'État ne semble aucunement intéressé à changer d'image : son capital religieux suffit, et puisque les jeunes Saoudiens qui sont formés pour l'avenir ne doivent pas penser de façon critique, on leur offre des diplômes de sciences, technologie, économie et administration.

La production artistique dans le Golfe

Cependant, il est curieux que ce soit précisément l'Arabie saoudite qui présente la scène artistique la plus intéressante. Les facteurs qui se trouvent derrière l'explosion de la production artistique dans le Golfe sont, sans doute, plus puissants dans ce pays : des jeunes connectés à Internet mais qui vivent dans une société fermée jusqu'à l'étouffement, avec beaucoup de temps libre et des ressources suffisantes, incapables de s'exprimer librement en public, généralement frustrés du manque d'opportunités, non attirés par les mouvements de résistance islamiques et incapables de connecter avec les représentations de ce qu'ils sont ou devraient être forgées par les médias internationaux, le wahhabisme ou Hollywood.

Dans ces conditions, l'auto-expression créative devient presque une nécessité. Les arts visuels permettent d'évi-

ter des lois de censure basées sur les mots. Les censeurs ne poursuivent pas l'art contemporain qu'ils perçoivent comme un jouet des élites. Celles-ci jouent le rôle de mécènes des artistes : beaucoup d'entre eux les accompagnent dans leur recherche de nouvelles expressions d'identité, qui pourraient refléter leur propre identité hybride, à cheval entre l'Orient et l'Occident, ou contribuer de façon subtile au mythe national qui est en train de se forger. On peut supposer que, bien qu'ils soient peut-être mécontents du système, les artistes se trouvent plus proches des élites du pays que des masses, beaucoup plus intolérantes. Ils ne jouent pas le même rôle qu'en Tunisie et en Égypte en 2011 ; leur devise : « évolution, non révolution ».

La scène artistique de chaque pays reflète les tensions domestiques. Les artistes saoudiens semblent très politisés et engagés, mais ils transmettent leurs messages comme un jeu. Au Koweït, quelques artistes célèbres semblent se radicaliser de plus en plus, en attaquant et en remettant en question la moralité sociale et religieuse basée sur le genre. Les artistes du Bahreïn sont quelque peu muets en raison du conflit entre les dirigeants et grand nombre de leurs sujets, comme s'ils n'arrivaient pas à se décider sur la position adéquate et qu'ils se limitaient à s'occuper de leurs affaires. Les artistes d'Oman sont plus à l'aise et enracinés dans leur culture historique, à partir de laquelle ils explorent les expressions contemporaines, mais sans l'urgence qui rend si fascinant l'art des autres pays du Golfe. Au Qatar et aux EAU, ce qui est curieux c'est que les programmes étatiques pour promouvoir la créativité et l'innovation, abondamment financés et publicités, sont en train de provoquer l'effet contraire : être créatif et innovateur est devenu synonyme d'alignement avec le gouvernement. Blagues à part, il est trop tôt pour évaluer comment les grandes opportunités données aux artistes et aux esprits créatifs vont influencer les scènes artistiques locales en herbe, mais les premiers signes sont prometteurs.

Ainsi, il semble que le *soft power* de l'art est utilisé de façon satisfaisante afin de rénover l'image des pays du Golfe, configurer des mythes nationaux garantissant la cohésion sociale et l'acceptation des familles dirigeantes, renforcer leur position internationale et légitimer les revendications de leadership du monde arabe. L'opinion publique négative en Occident et quelques rares scandales médiatiques sont à peine remarquables, surtout pour les États autocratiques, par rapport aux nombreux bénéfices de ces politiques. Cependant, dans un XXI^{ème} siècle où les pays ne définissent plus les relations entre les peuples, on pourrait se demander si le concept de *soft power* ne devrait pas s'étendre aux acteurs non étatiques. Le *Printemps arabe* a eu un grand impact sur l'opinion publique internationale : il a généré une sympathie pour le monde arabe, de même qu'il en a été vis-à-vis de l'Iran avec la Révolution Verte. La classe créative du Golfe ne pourrait-elle pas représenter une ambassadrice beaucoup plus positive pour les relations avec le reste du monde ? Quoi qu'il en soit, ceux intéressés par la Péninsule arabe devraient suivre de près ce qui se passe sur ses scènes artistiques. ■